

RANGZEN : CONFÉRENCES INTERNATIONALES

(« Rangzen » veut dire « indépendance »)

- . New Delhi (23-24 juin 2007) : Conférence pour un Tibet indépendant
- . Oulan Bator (8-10 juin 2007) : Comité Asie-Pacifique de l'Union Internationale de la Jeunesse Socialiste
- . Turin (26 mai 2007) : Forum international pour un Tibet Libre
- . New York (23-24 décembre 2006) : Conférence internationale du Dhokham Chushi Gangdruk
- . Washington (19 septembre 2006) : Déclaration d'indépendance des Nations de la Haute-Asie

<http://www.alternative-tibetaine.org/actualite.htm>

traductions en français, anglais, italien, espagnol, allemand.

Ci-dessous les textes de référence (rapport, résolution, communiqué) de chaque conférence.

NEW DELHI
(23-24 juin 2007)
CONFÉRENCE POUR UN TIBET INDÉPENDANT

La "Conférence pour un Tibet Indépendant" se tiendra à New Delhi, durant deux jours, les 23 et 24 juin 2007, à l'initiative de l'organisation indienne Friends of Tibet.

La conférence de New Delhi entend se donner un angle de réflexion précis et rassembler les organisations et les individus qui s'opposent à l'occupation chinoise du Tibet et soutiennent la lutte pour l'indépendance toujours en cours au Tibet même. Cette conférence cherchera à répondre à un certain nombre de questions qui traversent notre mouvement et s'efforcera de construire un réseau plus solide entre les organisations et les personnes qui aspirent à un Tibet libre et indépendant.

Depuis que Sa Sainteté le Dalai-Lama a abandonné l'objectif de l'indépendance du Tibet, le 15 juin 1988, à Strasbourg, le mouvement tibétain a perdu son axe principal d'orientation. Le gouvernement tibétain en exil et la plupart des groupes de soutien ont également renoncé à la demande d'indépendance, laissant les six millions de Tibétains vivant sous occupation militaire chinoise sans soutien concret.

Durant les deux dernières décennies, certaines des questions cruciales concernant le Tibet sont restées sans réponse : Quel est l'avenir de la lutte tibétaine conduite en exil ? Quel doit être le rôle joué par la communauté tibétaine exilée et les groupes de soutien à travers le monde au sein de notre mouvement ? Existe-il une tentative d'un certain lobby de détourner l'attention de notre mouvement vers des considérations irréalistes ? Sans mouvement de pensée alternatif, est-ce que le débat sur le Tibet doit en rester à un niveau intellectuel, sans parvenir à aucune conclusion ?

Pour mener à bien cet objectif, la Conférence pour un Tibet Indépendant bénéficiera des interventions d'éminents universitaires, écrivains et penseurs, tels que : Jamyang Norbu (écrivain et activiste), Lhasang Tsering (ancien président du Tibetan Youth Congress), Tenzin Tsundue (poète et activiste), Phuntsok Wangchuk (ancien prisonnier politique), Shri George Fernandes (ancien ministre indien de la défense), Claude Arpi (tibétologue français), Dr Alaka Acharya (membre du Bureau de conseil en sécurité nationale et professeur associé au JNU Chinese Studies), Rajiv Vora (écrivain), Lawrence Liang (chercheur en droit, Alternative Law Forum), Vijay Krishna (directeur de Godrej Upstream Limited), Dr Raghav Mittal (Brij Foundation, International Forum for India's Heritage), Vijay Kranti (journaliste et écrivain), Dr Niru Vora (directeur de Swarajpeeth, ancien collaborateur du département des études chinoises et japonaises à l'Université de Delhi).

Contact : Friends of Tibet India
http://www.friendsoftibet.org/sofar/delhi/tsg_meet_june_2007

OULAN BATOR
(8-10 juin 2007)
SOUTIEN DE LA JEUNESSE SOCIALISTE D'ASIE-PACIFIQUE

Une résolution votée en Mongolie reconnaît le Tibet comme un Etat indépendant.

(source Phayul)

Oulan Bator (Mongolie) : Une résolution historique reconnaissant le Tibet comme un Etat indépendant a été votée lors de la réunion du Comité Asie-Pacifique de l'Union Internationale de la Jeunesse Socialiste (IUSY*), à Oulan Bator, capitale de la Mongolie.

Parmi d'autres points, cette résolution reconnaît le Tibet comme un Etat indépendant et condamne son occupation illégale par la Chine.

La réunion, qui s'est tenue du 8 au 10 juin 2007, a été accueillie dans le salon de conférence officiel du Ministère des affaires étrangères mongol, à Oulan Bator.

Plus de 25 délégués représentant une dizaine de pays d'Asie-Pacifique ont participé à cette réunion. M. Dhondup Dorjee, secrétaire chargé de la communication du Tibetan Youth Congress (TYC), y représentait le Tibet.

L'ordre du jour avait pour thème principal "Comment la social-démocratie peut-elle contrer le néo-libéralisme en Asie-Pacifique".

Lors de la session d'ouverture, M. Enkhbold N., ministre mongol des affaires étrangères, et M. Lundeejantsan, député et porte-parole du Parlement mongol, sont intervenus pour exposer les initiatives et les politiques économiques entreprises par leur gouvernement en Mongolie. M. Zandanshatar, président de l'Union Démocratique Mongole de la Jeunesse Socialiste (MDSYU), a souligné l'importance des idéaux démocratiques socialistes et les avancés du MDSYU en la matière.

Le second jour, le délégué tibétain a exposé un rapport détaillé concernant le Tibet. Après un bref rappel historique, M. Dhondup Dorjee a principalement évoqué les scénarios d'évolution au Tibet ces dernières années et a expliqué les activités du Tibetan Youth Congress. Une résolution en 5 points a ensuite été votée à l'unanimité, à l'exception du quatrième point qui a été objecté par le représentant d'origine chinoise, M. Anthony Loke.

Durant la session d'après-midi, une discussion a été consacrée à la Chine et aux relations avec l'organisation de la Jeunesse communiste chinoise. La plupart des représentants, y compris le participant chinois, M. Anthony, ont repoussé l'idée d'inclure la Chine comme membre de l'IUSY.

Les délégués provenant de l'Inde, de la Birmanie et du Népal, parmi d'autres, ont rappelé qu'il était important de se rapprocher de la Chine, mais sans compromettre les résolutions de l'IUSY sur le Tibet ni ses principes directeurs.

S'exprimant à son tour, M. Dhondup Dorjee a parlé de l'importance de s'engager avec la Chine et de ne pas l'isoler complètement. Toutefois, il a également réfuté l'idée de se rapprocher de l'organisation de la Jeunesse du Parti communiste chinois, laquelle est selon lui complètement contrôlée et administrée par le Parti communiste lui-même. Il a donné plus de détails sur le mandat et la nature des ONGs en Chine, et a mis en évidence que se rapprocher de telles organisations chinoises, qui ne se reposent sur aucun mandat populaire, serait en contradiction avec les principes et les valeurs défendus par l'IUSY.

Durant et après la réunion, le représentant tibétain a rencontré des enseignants de l'Université bouddhiste mongole, parmi d'autres personnalités influentes du pays, et a insisté auprès d'eux sur la nécessité de

soutenir la cause du Tibet et sa lutte pour la liberté et de renforcer les relations entre les jeunesses de Mongolie et de la communauté tibétaine en exil.

RÉSOLUTION

Ci-dessous les 5 points de la résolution votée par l'IUSY Asie-Pacifique :

1. reconnaître le Tibet comme un Etat indépendant et condamner son occupation illégale par la Chine.
2. arrêter la politique de transformation démographique menée par la Chine, qui consiste en un transfert massif de Chinois au Tibet, notamment depuis la mise en service de la ligne ferroviaire Gormo-Lhassa.
3. en appeler aux Nations unis pour réouvrir les discussions sur la base des résolutions votées en 1959, 1961 et 1965 sur le Tibet.
4. faire pression pour le boycott des Jeux olympiques de Pékin en 2008 tant que la Chine continuera son génocide au Tibet et poursuivra ses ambitions impérialistes qui menacent la paix en Asie et plus largement à travers le monde.
5. aider à rétablir le respect des droits de l'homme au Tibet et à soutenir le mouvement tibétain pour la liberté, faire pression pour que la Chine libère sans aucune condition tous les prisonniers politiques tibétains y compris le Panchen Lama et Tulku Tenzin Delek.

(*) IUSY : International Union of Socialist Youth

TURIN

(26 mai 2007)

FORUM INTERNATIONAL POUR UN TIBET LIBRE

Le Forum International pour un Tibet Libre s'est tenu à Turin (Italie), le 26 juin 2007, pour explorer de nouvelles stratégies et débattre de la question de l'indépendance du Tibet.

Près d'une centaine de personnes y ont assisté, parmi lesquelles des délégués, des intervenants et des invités provenant des Etats-Unis, d'Inde et d'Europe (Italie, France, Suisse et Espagne). Plusieurs figures indépendantistes tibétaines y ont participé : Palden Gyatso, Jamyang Norbu (Alliance Rangzen), Dhundup Namgyal Khorko (Chushi Gangdruk), Chime Yungdrung (National Democratic Party of Tibet), parmi d'autres représentants d'ONGs tibétaines et de groupes de soutien. Des représentants syndicaux et politiques italiens ainsi que le dissident démocrate chinois Wei Jingsheng étaient également présents.

Ce Forum a été organisé par la Campagna di Solidarieta con il Popolo Tibetano en collaboration avec la Tibet Culture House, Tibet Destination Rangzen et Alternative tibétaine, et a été sponsorisé par le syndicat italien CISL-ISCOS avec le soutien du Conseil régional du Piémont et de la Compagnia di San Paolo.

D'autres participants étaient attendus, tels que Tanak Jigme Sangpo ou Ngawang Woeber (Guchusum), mais n'ont pas pu venir. Des messages de Larry Gerstein (International Independence Tibet Movement) et de Harry Wu (Laogai Research Foundation) ont ainsi été lus et le Forum a également reçu les encouragements de Kelsang Phuntsok, président du Tibetan Youth Congress (TYC), de Tenzin Tsundue (Friends of Tibet) et de Lhasang Tsering, ancien président du TYC.

Le Forum International de Turin s'inscrit dans la droite ligne de précédentes conférences internationales qui se sont tenues l'an dernier : la "Déclaration d'Indépendance des Nations de la Haute-Asie" (Washington, le 19 septembre 2006) et la "Conférence internationale du Dhokham Chushi Gangdruk" (New York, le 23 décembre 2006).

Ainsi le Forum de Turin a été une nouvelle étape dans le mouvement émergent en faveur de Rangzen ("indépendance"), et la Conférence pour l'Indépendance du Tibet qui se tiendra à New Delhi les 23 et 24 juin en sera la prochaine étape.

Ce Forum a permis à des partisans indépendantistes tibétains de plusieurs pays et de différentes organisations de se réunir afin de discuter de l'avenir de leur combat, de partager leurs expériences et de définir des stratégies communes.

La participation de non-Tibétains à ce forum a également permis de démontrer que les Tibétains n'étaient plus seuls dans leur lutte pour l'indépendance : ils sont désormais soutenus et reconnus dans leur juste combat.

Considérant l'impasse de toute tentative de dialogue avec Pékin, les participants au Forum ont clairement réaffirmé le droit à l'autodétermination du peuple tibétain et ont exprimé le besoin d'un mouvement indépendantiste unifié et de stratégies alternatives.

Les participants ont également exprimé la nécessité d'un front commun entre tous les opposants au régime de Pékin. Ils ont aussi décidé d'utiliser toutes les opportunités pour mettre un terme à l'impunité chinoise, grâce au moyen des Jeux Olympiques, du principe de justice universelle(*) et du droit international, et de se battre pour la reconnaissance et le respect des droits des travailleurs tibétains et de leurs libertés syndicales.

Le Forum International de Turin a été un moment important pour aider et soutenir les Tibétains à prendre leur destin en main et exiger de la communauté internationale, en particulier l'Union européenne, qu'elle assume ses responsabilités.

DÉCLARATION DE TURIN

Réflexions sur la Chine :

Malgré l'image que le Parti communiste chinois continue de donner du pays, la réalité de la Chine s'avère sensiblement différente. L'augmentation des inégalités et de la corruption se propage à tous les niveaux du système. La condition des paysans, qui constituent la majorité de la population, continue de se détériorer d'un point de vue économique, social et environnemental. Enfin, le développement économique, là où il est présent, n'a pas amélioré les conditions de vie et de travail pour la majorité des travailleurs, et toutes les libertés fondamentales continuent d'être niées.

A ce sujet, comme le confirment les sources officielles de Pékin, la contestation sociale se propage en constante augmentation. S'ajoutent à cela la résistance non-violente des adeptes du mouvement spirituel Falun Dafa, la lutte des travailleurs qui cherchent à faire naître des syndicats libres, tandis que les mouvements de lutte contre l'occupation chinoise se réorganisent au Turkestan oriental et en Mongolie méridionale.

Sur le plan international, la politique de Pékin s'avère plus agressive d'un point de vue politique, économique et militaire (l'augmentation vertigineuse du budget de la défense laisse envisager la possibilité d'une action de force contre Taiwan).

Le Tibet dans le contexte chinois :

Ces dernières années, la politique de Pékin au Tibet n'a pas changé et s'est même renforcée selon plusieurs angles. L'afflux de colons chinois se poursuit massivement. Ce phénomène accentue toujours davantage la marginalisation des Tibétains, tandis que ces derniers n'ont reçu aucun bénéfice des maigres investissements du prétendu "plan de développement des régions de l'Ouest" programmé par Pékin. L'exercice de toutes les libertés fondamentales, aussi bien civiles que religieuses, continue de leur être constamment refusé malgré les nombreuses initiatives et prises de position de Parlements et d'organismes internationaux. Nous sommes également aujourd'hui les témoins impuissants du déplacement forcé des paysans et des éleveurs nomades.

Ainsi, avec regret, nous sommes contraints de prendre acte de l'échec patent de toutes les initiatives politiques et diplomatiques précédemment mentionnées.

Nous constatons notamment que, dix-neuf ans après la Proposition de Strasbourg (juin 1988), les efforts du Dalaï Lama et du gouvernement tibétain en exil n'ont produit aucun résultat concret malgré les concessions successives envers le régime chinois. A cela s'ajoute le renoncement récent au droit inaliénable à l'autodétermination du peuple tibétain (lequel est défini dans la déclaration du Dalaï Lama du 10 mars 2006 comme "l'un des groupes les plus importants parmi les 55 minorités nationales chinoises").

Il en résulte comme une évidence que le soi-disant "dialogue", qui a beaucoup été amplifié, n'a pas modifié cette situation mais a aussi fourni aux gouvernements et aux institutions internationales l'alibi pour ne pas donner de suites concrètes à certaines résolutions importantes sur le Tibet (comme la résolution du Parlement européen du 6 juillet 2000).

L'une des conséquences les plus préoccupantes de cette approche est une baisse de tension générale autour de la question tibétaine, à laquelle s'ajoute la confusion toute aussi préoccupante parmi les Tibétains et leurs partisans auxquels il a été explicitement demandé de suspendre toute activité de dénonciation contre Pékin. En outre, en plusieurs occasions, le Dalaï-Lama et plusieurs représentants de son gouvernement en exil ont ouvertement soutenu des projets ou des propositions tels que l'adhésion de

la République populaire de Chine à l'OMC et l'attribution des Jeux Olympiques à Pékin. Il convient de rappeler également la déclaration du Premier ministre tibétain qui salue l'ouverture de la ligne ferroviaire Golmud-Lhassa comme un fait positif pour le développement économique du Tibet.

Partant de ce constat, nous appelons :

- à appuyer un mouvement unitaire pour l'indépendance du Tibet, auquel nous pourrions apporter notre soutien inconditionnel et notre pleine collaboration pour réaliser les aspirations du peuple tibétain à l'indépendance, comme l'ont démontré depuis des années et de manière constante de courageux militants en protestant au Tibet même.
- à établir une stratégie appropriée, basée sur le droit du peuple tibétain à l'autodétermination, qui tienne compte des décisions prises lors de la Conférence internationale du Dhokham Chushi Gangdruk (décembre 2006) et des principes validés par la Déclaration d'Indépendance des Nations de la Haute-Asie (septembre 2006).
- à unifier en un front commun toutes les forces d'opposition politique et sociale au régime de Pékin, aussi bien au Tibet que dans tous les autres pays illégalement occupés par la Chine.
- à poser les bases pour la fondation d'un syndicat libre qui se batte pour garantir aux travailleurs tibétains un travail digne, un salaire juste et l'exercice des libertés syndicales.
- à appeler tous les pays libres à boycotter les Jeux Olympiques de Pékin en 2008.
- à exiger des Nations unies de condamner l'occupation illégale du Tibet, du Turkestan oriental et de la Mongolie méridionale.
- à demander à l'Union européenne de suspendre le soi-disant "dialogue" avec la Chine tant que celle-ci n'aura pas ratifié et intégralement appliqué toutes les conventions internationales auxquelles elle a souscrit.
- à recourir à la justice universelle(*) et au droit international pour mettre un terme à l'impunité au Tibet et en Chine.

Turin (Italie), le 26 mai 2007

Forum International pour la Liberté du Tibet :

Palden Gyatso, Jamyang Norbu (Rangzen Alliance), Dhundup Namgyal Khorko, (Dhokham Chushi Gangdruk), Tamdin Choephel (Tibet Culture House), Chime Yungdrung (National Democratic Party of Tibet), Wei Jingsheng (Wei Jingsheng Foundation), Claudio Tecchio (Campagna di Solidarieta con il Popolo Tibetano), Mathieu Vernerey et Sonia Pradine (Alternative tibétaine), Françoise et François Bruxeille, François Corona (Tibet Destination Rangzen), Alan Cantos et Jose Elias Esteve (Comite de Apoyo al Tibet), Larry Gerstein (ITIM), Mario Scotti (Segretario Generale, CISL Piemonte), Paolo Pozzo (Comitato ISCOS Piemonte), Bruno Portigliatti (Unione Buddhista Europea), Antonello Brandi (Laogai Research Foundation Italy), Angelo Montali (Movimento Cristiano Lavoratori), Piero Verni, Claude B. Levenson, Antonio Attisani, Jean-Claude Buhner

(*) cf. Plainte enregistrée à la Haute Cour de Madrid contre d'anciens dirigeants chinois pour crime de génocide et crimes contre l'humanité perpétrés à l'encontre du peuple tibétain.

NEW YORK
(23-24 décembre 2006)
CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU DHOKHAM CHUSHI GANGDRUK

Résolution

Le Chushi Gangdruk, basé aux Etats-Unis, a organisé sa première conférence internationale à New York, durant deux jours, les 23 et 24 décembre 2006. Les participants à la conférence ont voté la résolution suivante, afin de restaurer l'indépendance du peuple tibétain et le libérer de la domination de la colonisation chinoise.

1. Le Tibet a véritablement joui de son indépendance, dans le sens plein du terme. Il s'agit d'un fait clairement attesté par de nombreux documents juridiques et gouvernementaux, au Tibet, en Inde et en Chine. La Chine communiste a envahi et occupé le Tibet par la force et en a fait une colonie. Depuis, les Tibétains vivant au Tibet sont constamment soumis à la souffrance et à la privation de leurs droits fondamentaux. Les traditions tibétaines, religieuses et culturelles, sont en passe de disparaître. La Chine a planifié un programme qui constitue une grande menace pour le Tibet en tant que nation. Ainsi, aucun être humain ne devrait ignorer la tragédie tibétaine. Nous en appelons à cette grande nation que sont les Etats-Unis, et à toutes les autres nations du monde qui sont attachées à la paix et à la liberté, de prêter attention aux souffrances dramatiques du peuple tibétain.

Notre but et notre objectif, au sein du Dhokham Chushi Gangdruk, le "Combattant Volontaire", est de dédier nos vies et nos actes à la cause de l'indépendance du Tibet. A l'avenir également, il n'y aura aucun changement dans notre position, aussi longtemps que l'exigeront notre but et notre objectif. Nous devons être prêts à nous engager dans toute action appropriée pour atteindre l'indépendance du Tibet. S'il le faut, la lutte durera plusieurs générations pour atteindre ce but.

2. Comme principe fondamental pour regagner l'indépendance du Tibet, qui est l'aspiration ultime de Sa Sainteté le Dalaï-Lama, il est important de considérer l'histoire ancienne du Tibet, sa culture, ses traditions et la situation géographique des trois provinces tibétaines, dont les populations constituent les six millions de Tibétains, comme du temps de Domtonpa Gyalwi Jungney. Nous, les membres du Chushi Gangdruk, devons être à l'avant-garde de la formation d'une société tibétaine basée sur une véritable compréhension, sur un principe d'unité, de confiance en l'autre, de parfaite coopération, et sur une communauté d'objectifs politiques. Comme le rappelle un dicton tibétain : "Qui serrent les coudes lorsque l'ennemi attaque, partagent ensemble la bonne fortune". De plus, ce sont également nos propres principes pour ne pas nous égarer, ne pas créer de distance entre notre propre gouvernement et le peuple tibétain, et entreprendre tous les efforts pour parvenir véritablement à se comprendre et à se soutenir mutuellement.

Nous n'hésiterons pas à nous opposer à tous ceux qui agissent contre les intérêts tibétains en collaborant avec les ennemis du Tibet, ceux qui cherchent à apaiser ces mêmes ennemis pour tirer un profit personnel ou à les aider pour partager les bénéfices, et qui cherchent à nuire à l'unité et à la détermination tibétaines.

Qu'importe où se trouvent les Tibétains dans le monde, nous sommes tous séparés de notre patrie : souvenons-nous de tous nos frères et sœurs. Il est de la plus haute importance de renforcer notre détermination, de vivifier notre esprit, de nous unir et de nous battre pour nos droits. Eduquer notre plus jeune génération est crucial, et chaque Tibétain doit porter cette responsabilité.

3. Depuis que Sa Sainteté le Dalaï-Lama a initié la démocratie, et depuis lors jusqu'à ce jour, les Tibétains ont pleinement joui de leurs droits démocratiques en élisant notre gouvernement au suffrage direct. Cependant, le Tibet est une nation spirituelle avec une foi inébranlable dans le bouddhisme. Plus encore, nous considérons que le Bouddha avait destiné le Tibet à être le refuge de Chenresi, notre divinité nationale, et que Chenresi lui-même avait promis de conduire et de protéger le Tibet. Par conséquent, nous ne pouvons rester sans Sa Sainteté le Dalaï-Lama. En même temps que nous prions de tout notre

cœur pour sa longue vie et la réussite de tous ses vœux, nous lui demandons de revenir sur sa décision de "semi-retraite" et de ne pas présumer que les Tibétains seront capables de gérer leurs affaires démocratiquement.

4. Si le processus de dialogue sino-tibétain doit être poursuivi, aucune des deux parties ne devrait s'avancer sur des conditions préliminaires déraisonnables avant qu'une réunion n'ait lieu. Que la Chine puisse être persuadée ou non d'accepter nos souhaits en faisant des propositions concrètes, ou que les Tibétains puissent se voir donner la possibilité de refuser ou d'accepter les propositions chinoises, la délégation tibétaine ne devrait pas même accepter de s'engager dans des discussions qui porteraient sur l'intégrité des trois provinces tibétaines ou la partition du Tibet, et ne s'avancer d'aucune manière sur quoi que ce soit. De telles conditions produisent plus de mal que de bien. Par conséquent, nous ne pourrions accepter une telle position tibétaine.

5. Depuis 1957, le Dhokham Chushi Gangdruk - les "Combattants Volontaires" – a entrepris de nombreuses activités politiques, en contact direct avec le gouvernement américain. Comme résultat, près de 14.000 Tibétains provenant de la région du Kham, aujourd'hui en exil, souffrent d'avoir perdu la grande opportunité d'accomplir leur mission. Il est par conséquent de notre devoir de déployer tous nos efforts pour aider ces Tibétains khampas à venir en Amérique.

6. Lors de cette première conférence internationale du Dhokham Chushi Gangdruk, plusieurs éminents intervenants étaient présents, dont l'ancien Premier ministre et l'ancien ministre de la sécurité du gouvernement tibétain en exil, MM. Thubthen N. Juchen et Pema Chojor, ainsi que le président et fondateur de la Fondation des Chinois d'outre-mer pour la démocratie, M. Wei Jingsheng, et le président de l'Union mondiale du Parti pour la démocratie en Chine, M. Wang Jun, parmi d'autres participants. Ils ont échangé leurs points de vue et ont discuté des besoins et des souhaits de chacun. Ils se sont engagés à maintenir le contact et à s'apporter un soutien mutuel afin d'atteindre leurs objectifs.

7. Il a été convenu d'organiser les prochaines conférences internationales du Chushi Gangdruk, d'abord en Inde, ensuite en Europe. Il a été admis que fondamentalement les êtres humains, par delà les races, les croyances, les pays d'origine ou les nationalités, partagent des sentiments communs de joie et de tristesse et nourrissent la même aspiration à la paix et à la liberté. Il n'en demeure pas moins que les Tibétains souffrent de la domination chinoise et que tous les droits humains fondamentaux leur sont refusés. Cette réunion a été l'occasion de formuler des vœux et des prières pour faire naître des rayons de liberté pour tous ces Tibétains qui vivent sous le joug et la domination de la tyrannie impitoyable du gouvernement chinois, et pour tous ceux qui désirent ardemment la paix et la liberté.

New York, 23 décembre 2006

Dhokham Chushi Gangdruk

WASHINGTON
(19 septembre 2006)
LES NATIONS DE LA HAUTE-ASIE AU CONGRÈS AMÉRICAIN

Le 19 septembre 2006, la Déclaration d'indépendance des Nations de la Haute-Asie - Tibet, Turkestan oriental et Mongolie intérieure - a été prononcée lors d'une conférence au Capitole, au Congrès américain, à Washington.

Cela s'est passé lors de la conférence de la Coalition pour la Liberté en Asie, à laquelle ont participé Temtsiltu Shobtsod, président du Parti du peuple de Mongolie intérieure, Sonam Wangdu, président du Comité US-Tibet, Wei Jingsheng, président de la Fondation des Chinois d'outre-mer pour la démocratie, Dr Wen-Yen Chen, directeur de l'Association taiwanaise des affaires publiques, Jamyang Norbu, porte-parole de l'Alliance Rangzen, Alim Seytoff, secrétaire général de l'Association américaine des Ouighours, Huang Ciping, secrétaire général de la Coalition des Chinois d'outre-mer pour la démocratie, Ye Ning, président de la Fondation du Mouvement pour une Chine libre, Dr Quan Q. Nguyen, président du Comité international pour la liberté et les droits de l'homme au Vietnam, et de nombreux autres délégués. Des membres du Congrès américain, leurs assistants parlementaires et des représentants des médias ont assisté à la conférence lors de sa session de clôture dans l'après-midi du 19.

Dolkun Isa, secrétaire général du Congrès mondial ouïghour, qui s'est envolé d'Allemagne pour se rendre à Washington, n'a pas pu participer à la réunion. Il semble qu'en raison de son combat courageux pour l'indépendance, Pékin a fait pression sur le gouvernement américain pour qu'il soit considéré comme persona non grata. Quoi qu'il en soit, la conférence s'est déroulée avec succès et, après deux jours de délibérations, les délégués ont décidé à l'unanimité de fonder l'Alliance pour la Démocratie en Asie afin de promouvoir la liberté et les droits de l'homme dans des pays actuellement dominés par un pouvoir répressif et anti-démocratique.

Le député Franck Wolf est intervenu lors de la conférence et s'est exprimé longuement sur les problèmes affrontés par le Tibet, la Mongolie intérieure et le Turkestan oriental. Il a évoqué sa visite au Tibet et la manière dont l'immigration chinoise menaçait l'existence même du peuple tibétain. Le député a jugé qu'il était bon que tous les différents mouvements travaillent désormais ensemble. Il a estimé que les Tibétains avaient su garder un front commun, mais que d'autres devaient renoncer aux querelles de personnes et aux dissensions internes afin de travailler ensemble pour combattre un ennemi commun, la Chine populaire, dont il est certain qu'il tombera dans les prochaines années.

La déclaration d'indépendance a été signée par les représentants de Mongolie intérieure, du Tibet et du Turkestan oriental, ainsi que par les représentants de Taiwan, dès lors que la déclaration établit une référence majeure à la menace que doit affronter Taiwan, pays démocratique et indépendant, face à la Chine. Tous les autres délégués, y compris chinois, ont unanimement soutenu la déclaration et les aspirations des peuples de ces pays à la liberté et à l'indépendance.

Après la conférence, les différents leaders et délégués se sont exprimés devant les médias. Le dissident chinois emblématique et "père de la démocratie chinoise", Wei Jingsheng, a affirmé que cette déclaration d'indépendance était opportune et aujourd'hui importante, dès lors que Pékin a clairement démontré, par son rejet catégorique de l'appel du Dalaï-Lama au dialogue, qu'il n'existait aucune ouverture sur une quelconque solution de compromis, ni même de discussion véritable à ce sujet.

DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE DES NATIONS DE LA HAUTE-ASIE

Mongolie intérieure, Turkestan oriental et Tibet

Il est un moment rare et déterminant dans l'histoire humaine lorsqu'une tyrannie cinglante et semble-t-il permanente laisse apparaître à la surface de son implacable structure le premier et infime craquement d'un effondrement imminent - autorisant les premières excitations d'espoir parmi les peuples opprimés et

les nations soumises. Une telle transition était annoncée en Europe centrale et orientale et en Asie centrale avec la chute du mur de Berlin.

Pour les peuples de Mongolie intérieure, du Turkestan oriental et du Tibet, un tel moment pourrait se trouver à portée de main. Le boom économique chinois a créé d'énormes problèmes et conflits insolubles qui menacent de déchirer la société chinoise. La corruption officielle endémique, les soulèvements désespérés de paysans, la sévère répression religieuse, les disparités économiques toujours plus larges, la dévastation écologique, l'absence de recours légal à la justice et la quasi-inexistence d'une société civile, ont été la cause, selon des sources officielles chinoise, de plus de 45.000 manifestations et émeutes, parfois violentes, à travers la Chine l'an dernier.

Les Tibétains, les Ouïghours du Turkestan oriental et les Mongols ont traditionnellement aspiré à vivre en liberté dans leur propre patrie indépendante, mais cette aspiration a été contrariée et écrasée par la Chine populaire depuis plus de cinquante ans. C'est un fait historique que la Chine populaire a envahi le Tibet en 1949-1950, dominant et écrasant la petite armée tibétaine qui défendait sa patrie. Il en est de même au sujet du Turkestan oriental et de la Mongolie intérieure qui furent occupés par la force par les troupes communistes en 1949. En aucun cas, la domination de la Chine populaire dans ces pays n'est advenu avec le consentement des populations, ni comme un accident de l'histoire.

Depuis lors, la Chine a systématiquement sapé l'ancien mode de vie de ces peuples, d'abord en abolissant leurs gouvernements légitimes, ensuite en emprisonnant, en torturant et en exécutant nombre de leurs dirigeants traditionnels, de leurs chefs et de leurs leaders spirituels. Lorsque les peuples de ces pays ont refusé d'accepter ces injustices et ces déprédations, l'armée populaire chinoise et les organes de la sécurité d'Etat ont écrasé ce mouvement de résistance avec une irrésistible violence. Des millions de Tibétains, de Ouïghours et de Mongols furent tués. Des millions d'autres furent emprisonnés ou déportés dans des camps de travaux forcés (laogai). Par le passé, les populations dans ces pays ont joui d'une suffisance dans les besoins de première nécessité, mais depuis lors, les politiques du gouvernement communiste ont causé l'échec général des récoltes, des famines récurrentes et des privations en masse, dans lesquelles des millions de personnes, particulièrement les femmes, les enfants et les plus âgés, ont péri.

A travers le slogan de "lutte révolutionnaire" (douzheng), l'administration communiste dans ces régions a contraint et forcé les personnes à espionner et à donner des informations les uns sur les autres, et même conduit les enfants à faire des rapports sur leurs parents et à participer à des dénonciations publiques ainsi qu'à des campagnes des "lutte". En réalité, tous les usages en termes de valeurs humaines universelles d'amitié, d'hospitalité, de foi, de respect, de tolérance, de paix et de compassion, étaient considérés par les autorités communistes comme "féodales" et "contre-révolutionnaires".

Durant les années de la "Révolution culturelle", les gens étaient contraints de détruire leurs propres temples, monastères et mosquées. Quasiment tous les édifices et monuments d'importance historique, culturelle et religieuse dans ces pays furent démolis, et leurs trésors et objets d'art pillés et expédiés en Chine pour leurs métaux précieux ou pour être vendus sur le marché d'art asiatique. Les richesses minérales, les forêts, l'eau et les autres ressources naturelles furent, particulièrement durant les deux dernières décennies, non seulement exploitées au bénéfice de la Chine, mais aussi gaspillées de manière inconsidérée et l'environnement dévasté en raison des politiques radicales de la direction chinoise.

Jusqu'à présent, la politique de transfert de population de la Chine a submergé la Mongolie intérieure, le Turkestan oriental et le Tibet, marginalisant complètement les populations indigènes et faisant d'elles des minorités dans leurs propres pays. Les artisans natifs, les modestes commerçants, les travailleurs et même les paysans ont presque été complètement remplacés par des immigrants chinois, causant de terribles problèmes sociaux et une détresse psychologique parmi les populations natives.

Pendant ce temps, les informateurs, les différents organes de la sécurité d'Etat (gongan), les unités psychiatriques d'Etat et l'"Armée populaire de libération" remplissent implacablement leur rôle consistant à semer la terreur à travers ces régions et à soumettre leur population.

Nous, individus, ainsi que nos organisations rassemblées ici aujourd'hui, nous tenons fermement aux côtés de tous les Tibétains, Ouighours et Mongols qui, dans leurs pays, se lèvent et demandent l'indépendance, et nous engageons mutuellement à soutenir sans réserve ceux qui à l'intérieur risquent tout, y compris leur vie, dans la quête d'un pays libre et démocratique. Nous attirons l'attention de la communauté internationale sur la justesse de nos intentions et déclarons ainsi que le Tibet, le Turkestan oriental et la Mongolie intérieure sont dégagés de toute relation politique avec la République populaire de Chine, et devront dorénavant être des nations libres et indépendantes, chacune irrévocablement engagée dans un système démocratique de gouvernement, établi selon la libre volonté du peuple et basé sur l'autorité de la loi et la primauté de la liberté individuelle.

Concernant le cas de Taiwan, nous avons affaire à un simulacre de justice internationale, où un pays pleinement indépendant, prospère et démocratique n'est pas reconnu en tant que tel par d'autres pays, principalement ignoré parce qu'il contrarie la Chine populaire. Taiwan a peut-être fait autrefois partie de la Chine, mais la plupart des Etats membres de l'Organisation des Nations unies ont été à un moment ou l'autre de leur histoire eux-mêmes parties d'un autre pays ou d'un empire. Taiwan a uniquement été une province chinoise brièvement durant huit ans, entre 1887 et 1895. Par le traité de Shimonoseki (1895), Taiwan fut cédé au Japon à perpétuité. Quelles que soient les ramifications de son histoire complexe, le peuple de Taiwan a le droit, comme tous les peuples dans le monde, de s'autodéterminer et par-dessus tout, par ses efforts de créer un Etat démocratique, progressiste et prospère, a plus que gagné le droit d'être une nation. Les menaces belliqueuses de la Chine, nombreuses et croissantes, d'envahir Taiwan doivent être condamnées par la communauté internationale, et le droit de Taiwan à l'indépendance reconnu.

Nous appelons chaque pays dans le monde et l'Organisation des Nations unies à soutenir le droit inaliénable des Ouighours, des Mongols, des Tibétains et des Taiwanais à une patrie indépendante. Nous en appelons aux Etats-Unis d'Amérique, la première nation libérale et démocratique dans le monde, pour apporter une juste reconnaissance à la cause légitime de ces peuples et à les aider dans leur noble quête pour l'indépendance, la liberté et la démocratie.

19 septembre 2006

Conference Room HC-9, U.S Congress, Capitol Hill, Washington D.C.

Alliance pour la Démocratie en Asie :

Temtsiltu Shobtsood (président du Parti du peuple de Mongolie intérieure), Sonam Wangdu, (président du Comité US-Tibet), Jamyang Norbu (porte-parole de l'Alliance Rangzen), Alim Seytoff (secrétaire général de l'Association américaine des Ouighours), Dr Wen-Yen Chen, (directeur de l'Association taiwanaise des affaires publiques), Wei Jinghseng (président de la Fondation des Chinois d'outre-mer pour la démocratie), Huang Ciping (secrétaire général de la Coalition des Chinois d'outre-mer pour la démocratie), Ye Ning (président de la Fondation du Mouvement pour une Chine libre), Dr Quan Q. Nguyen (président du Comité international pour la liberté et les droits de l'homme au Vietnam).

ALTERNATIVE tibétaine

LA VOIX DE L'INDÉPENDANCE

<http://www.alternative-tibetaine.org/>